

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTÈRE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 99 — 568

[C — 99/31060]

21 JANVIER 1999. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 janvier 1995 déterminant les modèles de la formule de déclaration à la taxe régionale à charge des titulaires de droits réels sur certains immeubles

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 23 juillet 1992 relative à la taxe régionale à charge des occupants d'immeubles bâties et de titulaires de droits réels sur certains immeubles, notamment l'article 10;

Vu notre arrêté du 26 janvier 1995 déterminant les modèles de la formule de déclaration à la taxe régionale à charge des titulaires de droits réels sur certains immeubles;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois du 4 juillet 1989 et du 4 août 1996;

Considérant qu'il s'avère nécessaire de modifier les modèles de la formule de déclaration à la taxe régionale, prévue dans l'ordonnance précitée, dans le but d'obtenir du redéuable des renseignements plus précis;

Vu l'urgence d'établir cette taxe pour l'exercice 1999;

Sur la proposition du Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, ayant les Finances dans ses attributions;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'exercice 1999 et pour les exercices suivants, les modèles de la formule de déclaration, déterminés aux annexes de notre arrêté du 26 janvier 1995 déterminant les modèles de la formule de déclaration à la taxe régionale à charge des titulaires de droits réels sur certains immeubles, sont remplacés par les modèles joints en annexe au présent arrêté.

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 1999.

Art. 3. Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, ayant les Finances dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 21 janvier 1999.

Par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :
Le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Emploi, du Logement et des Monuments et Sites,

Ch. PICQUE

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé de l'Economie, des Finances, du Budget, de l'Energie et des Relations extérieures,

J. CHABERT

MINISTERIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 99 — 568

[C — 99/31060]

21 JANUARI 1999. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 januari 1995 tot vaststelling van de modellen van het aangifteformulier betreffende de gewestbelasting ten laste van de houders van een zakelijk recht op sommige onroerende goederen

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de ordonnantie van 23 juli 1992 betreffende de gewestbelasting ten laste van bezitters van onroerende goederen en houders van een zakelijk recht op sommige onroerende goederen, inzonderheid op artikel 10;

Gelet op ons besluit van 26 januari 1995 tot vaststelling van de modellen van het aangifteformulier betreffende de gewestbelasting ten laste van houders van een zakelijk recht op sommige onroerende goederen;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd door de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Overwegende dat het noodzakelijk is de modellen van het aangifteformulier betreffende de gewestbelasting, voorzien in bovenvermelde ordonnantie, te wijzigen, met het doel meer precieze inlichtingen van de belastingplichtige te bekomen;

Gelet op de hoogdringendheid, om deze gewestbelasting te vestigen voor het belastingjaar 1999;

Op voordracht van de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot wiens bevoegdheden de Financiën behoren;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor het belastingjaar 1999 en voor de volgende belastingjaren worden de modellen van het aangifteformulier, die werden vastgesteld in de bijlagen van ons besluit van 26 januari 1995 tot vaststelling van de modellen van het aangifteformulier betreffende de gewestbelasting ten laste van houders van een zakelijk recht op sommige onroerende goederen, vervangen door de modellen gevoegd in bijlage van dit besluit.

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1999.

Art. 3. De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, tot wiens bevoegdheden de Financiën behoren, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 21 januari 1999.

Door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

De Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Werkgelegenheid, Huisvesting en Monumenten en Landschappen,

Ch. PICQUE

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering
belast met Economie, Financiën, Begroting,
Energie en Externe Betrekkingen,

J. CHABERT



Ministère de la Région de
Bruxelles-Capitale
Administration des Finances
Taxe régionale 1999

Modèle 8

A RAPPELER DANS
TOUTE
CORRESPONDANCE

N° DE REFERENCE

IMMEUBLE BATI POUR LEQUEL LA TAXE EST DUE

A RENVOYER AVANT LE

NOM ET ADRESSE DU REDEVABLE

Téléphone:

DECLARATION

Taxe régionale à charge des propriétaires et des titulaires de droits réels sur des immeubles bâtis non affectés à la résidence - Ordinance du 23/07/92 modifiée par les ordonnances du 17/07/97 et du 20/05/98 (MB du 01/08/92, du 10/09/97 et du 12/08/98) - ART. 3, 1, C

L'ordonnance prévoit pour cette taxe régionale en l'introduction d'un formulaire de déclaration dûment complété et signé - Situation de l'immeuble au 1er janvier de cette année.

1. S'il n'y a pas eu de changement au 1er JANVIER de cet exercice, nous vous demandons de signer dans le cadre ci-dessous:

RESUME DES RENSEIGNEMENTS FOURNIS POUR LE DERNIER EXERCICE:**SURFACE:**

La surface TOTALE de l'immeuble bâti mentionné ci-dessus s'élève à:

AFFECTATION:

Plus de 50% de la surface non affectée à la résidence sert à des activités industrielles ou artisanales:

La partie de cette surface qui est affectée à la résidence et/ou aux activités exonérées (art. 4, § 3):

m²

La surface taxable brute, s'élève à:

m²**REVENU CADASTRAL:**

Votre R.C. non-indexé s'élève à:

BEF

Le soussigné, déclare qu'au 1er janvier de cet exercice il n'y a pas eu de changements par rapport aux données sus-mentionnées, ni de modifications par rapport à l'occupation des lieux.

Date:

Signature:

2. Si des changements sont intervenus au 1er JANVIER de cet exercice, veuillez utiliser le formulaire de déclaration au verso.

Sanctions:

Si vous ne renvoyez pas ce formulaire avant la date prévue, nous procéderons à la taxation d'office sur base des éléments en notre possession (art. 14, en dernière page). Veuillez noter également qu'une majoration de 10% du montant de la taxe due est prévue en cas de refus d'information ou de communication de renseignements inexacts ou incomplets (art. 15, en dernière page).

Renseignements:

Pour tout renseignement complémentaire, nos services restent à votre disposition au n° de téléphone susmentionné de 9h à 12h et de 14h à 16h ou à nos guichets au C.C.N., Rue du Progrès 80, 1030 Bruxelles, de 9h à 11h30, sur rendez-vous préalable. Tout courrier doit être adressé au Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, Boîte postale 109, Bruxelles 21, 1210 Bruxelles, sans oublier de mentionner le n° de référence inscrit ci-dessus.

Nous vous prions d'agrérer, Madame, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

U kan een Nederlandstalig formulier aanvragen
op het bovenvermelde telefoonnummer

J.P. Hagon
Le fonctionnaire délégué

DETERMINEZ VOTRE SITUATION EN ENTOURANT LE OUI OU LE NON ET SUIVEZ LES FLECHES CORRESPONDANTES

Au 1^{er} janvier de cette année (voir verso) vous êtes propriétaire ou titulaire d'un droit réel sur l'immeuble bâti (ou une partie de celui-ci) situé à l'adresse indiquée à la page précédente

OUI

Cet immeuble (ou partie de celui-ci) est exclusivement affecté à la résidence

OUI

La surface totale (logement compris) de l'immeuble (ou partie de celui-ci) comporte moins de 300m² (total des tous les niveaux).

OUI

Surface totale de l'immeuble m² A

Partie affectée à la résidence m² B

Partie affectée à des activités exonérées (*) m² C

Solde (D=A-B-C) m² D

Partie du solde (D) affectée à des activités industrielles ou artisanales exprimée en pourcent %

Veuillez inscrire le nom et l'adresse du nouveau propriétaire ou du titulaire d'un droit réel sur l'immeuble et joindre une copie de l'acte de cession de droits réels (acte de vente notarié enregistré, ...)

NOM
Rue
Code postal
Date
N°
Boîte
Commune

Veuillez inscrire le nom des occupants, ainsi que la surface occupée et indiquer l'affectation des surfaces par occupants (cochez dans la rubrique correspondante) (*)

Identité des occupants	N° de tél. (éventuellement)	surface occupée (en m ²)	Affectée à la résidence	Affectée à des activités exonérées (*)	Affectée à d'autres activités industrielles ou artisanales
.....
.....
.....
.....

) si nécessaire, apportez une annexe où utilisez une liste existante pour faciliter (voir art. 4 § 3 au verso - veuillez joindre les attestations nécessaires

Veuillez décrire l'activité industrielle ou artisanale.

Fait à , le / /

SIGNATURE
TEL:
N° TVA:

B E F

Le RC non-indexé est mentionné sur l'avertissement extra de rôle en matière de prête-compte immobiel. Si votre RC a été modifié depuis votre déclaration précédente, nous vous prions de joindre une copie de la notification de la décision de l'administration du Cadastre.

(* voir art. 4 § 3 au verso - veuillez joindre les attestations nécessaires

Article 2. A partir de l'exercice 1993, il est établi une taxe annuelle à charge des occupants d'immeubles bâtis situés sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale et de titulaires de droits réels sur des immeubles non affectés à la résidence; elle est due sur la base de la situation existante au 1er janvier de l'exercice d'imposition.

Article 3. § 1er. c). La taxe est à charge du propriétaire en pleine propriété ou, à défaut d'un propriétaire en pleine propriété, de l'emphytéote, de l'usufruitier ou du titulaire du droit d'usage, pour tout ou partie d'immeuble bâti situé sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale non affecté à la résidence.

Article 8. § 1er. La taxe prévue à charge des redevables visés à l'article 3, § 1er, c) est fixée, par immeuble bâti, à 200 BEF le mètre carré de surface plancher au-delà des 300 premiers mètres carrés ou des 2500 premiers mètres carrés s'il s'agit de surfaces affectées à des activités industrielles ou artisanales (ord. 20.05.98), sans qu'elle puisse excéder un montant correspondant à 14 % du revenu cadastral, afférent aux surfaces de tout ou partie d'immeuble, soumises à la taxe.

Article 8, § 2. Pour la détermination des surfaces visées au § 1er ci-dessus, il faut entendre les superficies des planchers mesurés sans soustraire les surfaces des murs et dégagements intérieurs; ces superficies sont limitées au nu extérieur des murs des façades et aux axes des murs mitoyens.

Article 10. La Région adresse aux redevables visés à l'article 3, § 1er, c), une formule de déclaration dont le modèle est arrêté par l'Exécutif.

Les redevables sont tenus de renvoyer cette déclaration dûment complétée et signée dans les trente jours de son envoi.

Article 14. § 1er. Lorsque le redevable n'a pas remis dans les délais la déclaration dont question à l'article 10 ou ne s'est pas conformé aux obligations qui lui sont imposées par la présente ordonnance ou en exécution de celle-ci, les fonctionnaires chargés de recevoir et de vérifier les déclarations et de procéder à l'établissement et au recouvrement de la taxe, procèdent à l'établissement d'office de la taxe due par le redevable eu égard aux éléments dont ils disposent.

Article 15. Les redevables sont tenus de fournir verbalement ou par écrit, sur réquisition des fonctionnaires chargés de recevoir et de vérifier les déclarations et de procéder à l'établissement et au recouvrement de la taxe, tous renseignements qui leur sont réclamés aux fins de vérifier l'exacte perception de la taxe à leur charge ou à charge de tiers.

Tout refus de renseignement et toute communication de renseignements inexacts ou incomplets entraînent une majoration de la taxe de 10 % du montant de la taxe due.

EXONERATIONS :

Article 4. § 3. La taxe dont question à l'article 8 n'est pas due, pour les immeubles ou parties d'immeubles :

1° servant aux établissements d'enseignement organisés ou subventionnés par les pouvoirs publics;

2° servant aux cultes ou occupés par les communautés religieuses relevant d'une religion reconnue par l'Etat, ainsi qu'aux maisons de la laïcité;

3° affectés à l'usage d'hôpitaux, cliniques, dispensaires, œuvres de bienfaisance et activités d'aide sociale et de santé sans but de lucratif menés par des personnes subventionnées ou agréées par les pouvoirs publics;

4° affectés à des activités culturelles ou sportives poursuivies sans but de lucratif et subventionnées ou agréées par les pouvoirs publics;

5° affectés par des personnes publiques ou privées ne poursuivant pas de but de lucratif, soit à l'hébergement collectif d'orphelins, de personnes âgées, de personnes handicapées ou de jeunes, soit à la garde d'enfants, moyennant agrément par "l'Office de la Naissance et de l'Enfance" ou "Kind en Gezin".

Article 4. § 4. Les exonérations mentionnées ci-dessus sont accordées d'office.

Le texte de l'ordonnance du 23 juillet 1992 relative à la taxe régionale modifiée par les ordonnances du 17 juillet 1997 et du 20 mai 1998 (Moniteur belge des 1er août 1992, 10 septembre 1997 et 12 août 1998), peut être obtenu sur simple demande auprès de l'Administration des Finances du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, boîte postale 109, Bruxelles 21, 1210 Bruxelles.



Ministerie van het Brussels
Hoofdstedelijk Gewest
Administratie van Financiën
Gewestbelasting 1999

Model B

TE VERMELDEN BIJ
ELKE
BRIEFWISSELING

➤ REFERENTIENUMMER:

TERUG TE STUREN VOOR

Telefoon:

BEBOUWDE EIGENDOM WAARVOOR DE BELASTING VERSCHULDIGD IS

NAAM EN ADRES VAN DE BELASTINGPLICHTIGE

AANGIFTE
Gewestelijke belasting ten laste van de eigenaar of houder van een zakelijk recht op een bebouwde eigendom die niet voor bewoning bestemd is - Ordonnantie van 23/07/92 zoals gewijzigd door de ordonnanties van 17/07/97 en 20/05/98 (BS van 01/08/92, 10/09/97 en 12/08/98) - ART. 3, 1, C

De ordonnantie voorziet voor deze gewestbelasting in de indiening van een behoorlijk ingevuld en ondertekend aangifteformulier - toestand van het gebouw op 1 januari van dit jaar.

1. Indien er geen wijzigingen zijn opgetreden op 1 JANUARI van dit belastingjaar, vragen wij u te tekenen in onderstaande kader:

SAMENVATTING VAN DE VERSCHAFTE INLICHTINGEN VOOR HET LAATSTE BELASTINGJAAR :	
OPPERVLAKTE:	BESTEMMING:
De TOTALE oppervlakte van de bovenstaande bebouwde eigendom bedraagt:	m ² Meer dan 50% van het niet-bewoond gedeelte wordt gebruikt voor industriële of ambachtelijke activiteiten:
Het gedeelte van deze oppervlakte dat bestemd is voor bewoning en/of vrijgestelde activiteiten (art. 4, § 3)	m ²
De bruto belastbare oppervlakte bedraagt:	m ²
KADASTRAAL INKOMEN:	
Uw niet-geïndexeerd K.I. bedraagt	
BEF	
Ondergetekende,, verklaart hierbij dat er op <u>1 JANUARI</u> van dit belastingjaar geen veranderingen zijn opgetreden in de bovenstaande gegevens, noch veranderingen ten opzichte van de bezetting van het gebouw	
Datum:	Handtekening:

2. Indien er wèl wijzigingen zijn opgetreden op 1 JANUARI van dit belastingjaar dient u de binnenzijde van dit formulier in te vullen.

Sancties:

Indien u dit formulier niet teruggezonden heeft op hoger vermelde datum, zullen wij u ambitshalve belasten op basis van de elementen in ons bezit (zie art. 14 op laatste pagina). Gelieve ook rekening te houden met een mogelijke verhoging van de door u verschuldigde belasting indien u ons verkeerde of onvolledige inlichtingen verstrekkt of weigert informatie te verschaffen (zie 15 op laatste pagina).

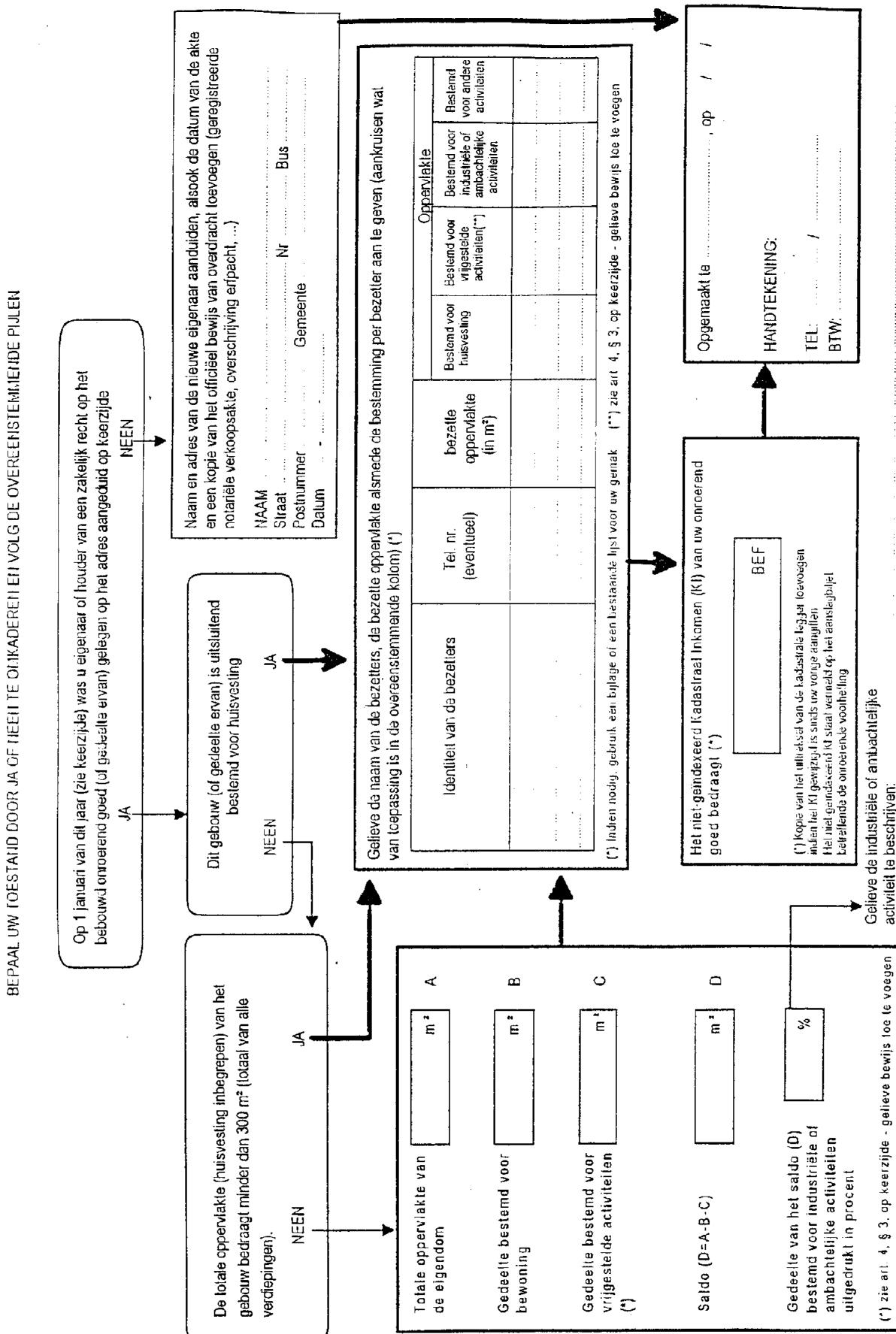
Inlichtingen:

Voor nadere inlichtingen kan u terecht bij onze diensten op het bovenvermeld telefoonnummer van 9u tot 12u en van 14u tot 16u of aan onze loketten in het C.C.N.-gebouw, Vooruitgangstraat 80, 1030 Brussel, van 9u tot 11u30, na voorafgaandelijke afspraak. Gelieve elke briefwisseling te sturen naar het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, postbus 109, Brussel 21, 1210 Brussel, met vermelding van het bovenstaande referentienummer.

Hoogachtend,

Un formulaire en français peut être obtenu
sur simple demande au n° de tél. ci-dessus

J.P. Hagon,
Afgevaardigd ambtenaar



Artikel 2. Vanaf het belastingjaar 1993 wordt een jaarlijkse belasting geheven ten laste van de bezitters van bebouwde eigendommen, gelegen op het grondgebied van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, en van houders van een zakelijk recht op onroerende eigendommen die niet voor bewoning bestemd zijn. Deze belasting is verschuldigd op basis van de bestaande toestand op 1 januari van het belastingjaar.

Artikel 3. § 1. c). De belasting is verschuldigd door de volle eigenaar of, bij gebreke aan een volle eigenaar, door de erfpachter, de vruchtgebruiker of dehouder van een recht van gebruik van een bebouwde eigendom of een gedeelte ervan, gelegen op het grondgebied van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, die niet bestemd is voor bewoning.

Artikel 8. § 1. De belasting verschuldigd door de belastingplichtigen bedoeld in artikel 3, § 1, c), is vastgesteld, per bebouwde eigendom, op 200 BEF per vierkante meter vloeroppervlakte boven de eerste 300 vierkante meter of, als het gaat om oppervlakten die bestemd zijn voor industriële of ambachtelijke activiteiten, boven de eerste 2500 vierkante meter (ord. 20.05.98), zonder dat ze een bedrag overeenstemmend met 14 % van het kadastraal inkomen van de oppervlakte van de volledige eigendom of een gedeelte ervan, onderworpen aan de belasting, mag overschrijden.

Artikel 8, § 2. Voor de vastelling van de in § 1 hierboven bedoelde oppervlakten, dienen verstaan de oppervlakten van de vloeren gemeten zonder aftrek van de oppervlakten van de binnenumuren en doorgangen; die oppervlakten worden beperkt tot het vlakke deel van de gevelmuren en het midden van de gemeenschappelijke muren.

Artikel 10. Het Gewest zendt de in artikel 3, § 1, c), bedoelde belastingplichtigen een aangifteformulier waarvan het model door de Executieve vastgesteld wordt.

De belastingplichtigen dienen dit formulier behoorlijk ingevuld en ondertekend terug te zenden, binnen dertig dagen na zijn verzending.

Artikel 14. § 1. Wanneer de belastingplichtige zijn aangifte bedoeld in artikel 10 niet binnen de termijnen heeft ingediend, of de verplichtingen hem opgelegd door deze ordonnantie of in uitvoering ervan niet heeft nageleefd, gaan de ambtenaren die belast zijn met de inontvangstname en het nazicht van de aangiften en met de invordering en de inning van de belasting, ambtshalve over tot de heffing van de door de

belastingplichtige verschuldigde belasting op grond van de elementen waarover ze beschikken.

Artikel 15. De belastingplichtigen zijn ertoe gehouden om, mondeling of schriftelijk, op verzoek van de ambtenaren die belast zijn met de inontvangstname en het nazicht van de aangiften en met de invordering en de inning van de belasting, alle inlichtingen te verschaffen die hen worden gevraagd ten einde de precieze inning van de belasting te kunnen laste of ten laste van derden, te kunnen verifiëren.

Iedere weigering om inlichtingen te verschaffen en iedere verkeerde of onvolledige inlichting hebben een verhoging met 10 % van de verschuldigde belasting tot gevolg.

VRIJSTELLINGEN :

Artikel 4. § 3. De belasting, bedoeld in artikel 8, is niet verschuldigd voor de gebouwen of gedeelten ervan :

1° die dienen voor de onderwijsinstellingen georganiseerd of betoelaagd door de overheid;

2° die dienen voor erediensten of betrokken worden door religieuze gemeenschappen waarvan de godsdienst als zodanig door de Staat erkend is, of dienen als vrijzinnige huizen;

3° die dienen voor ziekenhuizen, klinieken, dispensaria, weldadigheidsinstellingen en activiteiten van sociale hulp en gezondheidszorg, bestuurd door personen betoelaagd of erkend door de overheid, voor zover zij hun activiteit zonder winstoogmerk uitoefenen;

4° die dienen voor culturele of sportieve activiteiten, betoelaagd of erkend door de overheid, voor zover deze activiteit zonder winstoogmerk uitgeoefend wordt;

5° die dienen voor openbare of privé-inrichtingen zonder winstoogmerk, die tot doel hebben ofwel een gemeenschappelijke huisvesting te verlenen aan wezen, bejaarden, gehandicapte personen of jongeren, ofwel kinderoppassers te organiseren en erkend zijn door "Kind en Gezin" of "l'Office de la Naissance et de l'Enfance".

Artikel 4. § 4. De hierboven vermelde vrijstellingen worden ambtshalve toegekend.

De tekst van de ordonnantie van 23 juli 1992 betreffende de gewestelijke belasting zoals gewijzigd door de ordonnanties van 17 juli 1997 en van 20 mei 1998 (Belgisch Staatsblad van 1 augustus 1992, 10 september 1997 en 12 augustus 1998), kan op aanvraag verkregen worden bij het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, postbus 109, Brussel 21, 1210 Brussel.



Ministère de la Région de
Bruxelles-Capitale
Administration des Finances
Taxe régionale 1999

Modèle A

A RAPPELER DANS TOUTE CORRESPONDANCE	N° DE RÉFÉRENCE	IMMEUBLE BATI POUR LEQUEL LA TAXE EST DUE EN 1999
A RENVOYER AVANT LE		NOM ET ADRESSE DU REDEVABLE

Téléphone:

DECLARATION

Taxe régionale à charge du propriétaire ou du titulaire de droits réels sur des immeubles bâti non affectés à la résidence principale ou secondaire - Ordonnance du 23/07/1992 modifiée par les ordonnances du 17/07/1997 et du 20/05/1998 (MB du 01/08/1992, 10/09/1997 et 12/08/1998) - ART. 3, 1, C

Chaque propriétaire, ou chaque titulaire d'un droit réel sur tout ou partie d'un immeuble bâti, situé sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale, qui n'est pas affecté à la résidence principale ou secondaire, est tenu de remplir un formulaire de déclaration. Le formulaire doit être dûment complété, signé et renvoyé dans les trente jours de son envoi (voir art. 3, § 1, c et 10 en dernière page).

Non taxable:

Les immeubles ou parties d'immeubles bâti, affectés à la première ou seconde résidence ne sont pas taxable dans le cadre de la taxe prévue à l'art. 3, § 1, c.

En ce qui concerne les surfaces affectées à des activités artisanales ou industrielles, les 2 500 m² premiers ne sont pas pris en considération pour le calcul de la taxe. Pour les surfaces affectées à d'autres activités, les 300 m² premiers ne sont pas pris en considération (pour le calcul de la taxe voir l'art. 8 en dernière page).

Exonérations:

La liste exhaustive des exonérations se trouve à l'art. 4, § 3, reprise en dernière page de ce formulaire.

Sanctions:

Si vous ne renvoyez pas ce formulaire avant la date susmentionnée, nous procéderons à la taxation d'office sur base des éléments en notre possession (art. 14, en dernière page). Veuillez noter également qu'une majoration de 10% du montant de la taxe due est prévue en cas de refus d'information ou de communication de renseignements inexacts ou incomplets (art. 15, en dernière page).

Renseignements:

Pour tout renseignement complémentaire, nos services restent à votre disposition au n° de téléphone susmentionné de 9h à 12h et de 14h à 16h ou à nos guichets au C.C.N., Rue du Progrès 80, 1030 Bruxelles, de 9h à 11h30, sur rendez-vous préalable. Tout courrier doit être adressé au Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, Boîte postale 109, Bruxelles 21, 1210 Bruxelles, sans oublier de mentionner le n° de référence inscrit ci-dessus.

Si vous n'êtes plus propriétaire du bien sus-mentionné ou si vous estimatez ne pas être redevable de cette taxe, nous vous prions de quand-même vouloir nous renvoyer ce formulaire dûment complété.

Nous vous prions d'agrérer, Madame, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

J.P. Hagon
Le fonctionnaire délégué

DETERMINEZ VOTRE SITUATION EN ENTOURANT LE OUI OU LE NON ET SUIVEZ LES FLECHES CORRESPONDANTES

Au 1^{er} janvier de cette année (voir verso) vous êtes propriétaire ou titulaire d'un droit réel sur l'immeuble bâti (ou une partie de celui-ci) situé à l'adresse indiquée à la page précédente

OUI

Cet immeuble (ou partie de celui-ci) est exclusivement affecté à la résidence

OUI

La surface totale (logement compris) de l'immeuble (ou partie de celui-ci) comporte moins de 300m² (total des tous les niveaux).

OUI

Surface totale de l'immeuble

A m²

Partie affectée à la résidence

B m²

Partie affectée à des activités exonérées^(*)

C m²

Solde (D=A-B-C)

D m²

Partie du solde (D) affectée à des activités industrielles ou artisanales exprimée en pourcent

%

Veuillez inscrire le nom et l'adresse du nouveau propriétaire ou du titulaire d'un droit réel sur l'immeuble et joindre une copie de l'acte de cession de droits réels (acte de vente notarié enregistré, ...)

NOM
Rue
Code postal
Date
N°
Boîte
Commune

Veuillez inscrire le nom des occupants, ainsi que la surface occupée et indiquer l'affectation des surfaces par occupants (cochez dans la rubrique correspondante)^(*)

Identité des occupants	N° de tél. (éventuellement)	surface occupée (en m ²)	Affectée à la résidence	Affectée à des activités exonérées ^(*)	Affectée à d'autres activités industrielles ou artisanales
.....
.....
.....
.....

*) si nécessaire, apportez une annexe ou utilisez une liste existante pour faciliter l'acte art. 4 § 3 au verso - veuillez joindre les attestations nécessaires

Veuillez décrire l'activité industrielle ou artisanale.

Fait à , le / /

SIGNATURE
TEL:
N° TVA:

Le Revenu Cadastral (RC) non-indexé de votre bien s'établit à

B E F

Le RC non-indexé est mentionné sur l'avertissement extra de rôle en matière de précopie immobilière. Si votre RC a été modifié depuis votre déclaration précédente, nous vous prions de joindre une copie de la notification de la décision de l'Administration du Cadastre.

(*) voir art. 4 § 3 au verso - veuillez joindre les attestations nécessaires

Article 2. A partir de l'exercice 1993, il est établi une taxe annuelle à charge des occupants d'immeubles bâtis situés sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale et de titulaires de droits réels sur des immeubles non affectés à la résidence; elle est due sur la base de la situation existante au 1er janvier de l'exercice d'imposition.

Article 3. § 1er. c). La taxe est à charge du propriétaire en pleine propriété ou, à défaut d'un propriétaire en pleine propriété, de l'emphytéote, de l'usufruitier ou du titulaire du droit d'usage, pour tout ou partie d'immeuble bâti situé sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale non affecté à la résidence.

Article 8. § 1er. La taxe prévue à charge des redevables visés à l'article 3, § 1er, c) est fixée, par immeuble bâti, à 200 BEF le mètre carré de surface plancher au-delà des 300 premiers mètres carrés ou des 2500 premiers mètres carrés s'il s'agit de surfaces affectées à des activités industrielles ou artisanales (ord. 20.05.98), sans qu'elle puisse excéder un montant correspondant à 14 % du revenu cadastral, afférent aux surfaces de tout ou partie d'immeuble, soumises à la taxe.

Article 8, § 2. Pour la détermination des surfaces visées au § 1er ci-dessus, il faut entendre les superficies des planchers mesurés sans soustraire les surfaces des murs et dégagements intérieurs; ces superficies sont limitées au nu extérieur des murs des façades et aux axes des murs mitoyens.

Article 10. La Région adresse aux redevables visés à l'article 3, § 1er, c), une formule de déclaration dont le modèle est arrêté par l'Exécutif.

Les redevables sont tenus de renvoyer cette déclaration dûment complétée et signée dans les trente jours de son envoi.

Article 14. § 1er. Lorsque le redevable n'a pas remis dans les délais la déclaration dont question à l'article 10 ou ne s'est pas conformé aux obligations qui lui sont imposées par la présente ordonnance ou en exécution de celle-ci, les fonctionnaires chargés de recevoir et de vérifier les déclarations et de procéder à l'établissement et au recouvrement de la taxe, procèdent à l'établissement d'office de la taxe due par le redevable eu égard aux éléments dont ils disposent.

Article 15. Les redevables sont tenus de fournir verbalement ou par écrit, sur réquisition des fonctionnaires chargés de recevoir et de vérifier les déclarations et de procéder à l'établissement et au recouvrement de la taxe, tous renseignements qui leur sont réclamés aux fins de vérifier l'exacte perception de la taxe à leur charge ou à charge de tiers.

Tout refus de renseignement et toute communication de renseignements inexacts ou incomplets entraînent une majoration de la taxe de 10 % du montant de la taxe due.

EXONERATIONS :

Article 4. § 3. La taxe dont question à l'article 8 n'est pas due, pour les immeubles ou parties d'immeubles :

1° servant aux établissements d'enseignement organisés ou subventionnés par les pouvoirs publics;

2° servant aux cultes ou occupés par les communautés religieuses relevant d'une religion reconnue par l'Etat, ainsi qu'aux maisons de la laïcité;

3° affectés à l'usage d'hôpitaux, cliniques, dispensaires, œuvres de bienfaisance et activités d'aide sociale et de santé sans but de lucratif menés par des personnes subventionnées ou agréées par les pouvoirs publics;

4° affectés à des activités culturelles ou sportives poursuivies sans but de lucratif et subventionnées ou agréées par les pouvoirs publics;

5° affectés par des personnes publiques ou privées ne poursuivant pas de but de lucratif, soit à l'hébergement collectif d'orphelins, de personnes âgées, de personnes handicapées ou de jeunes, soit à la garde d'enfants, moyennant agrément par "l'Office de la Naissance et de l'Enfance" ou "Kind en Gezin".

Article 4. § 4. Les exonérations mentionnées ci-dessus sont accordées d'office.

Le texte de l'ordonnance du 23 juillet 1992 relative à la taxe régionale modifiée par les ordonnances du 17 juillet 1997 et du 20 mai 1998 (Moniteur belge des 1er août 1992, 10 septembre 1997 et 12 août 1998), peut être obtenu sur simple demande auprès de l'Administration des Finances du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, boîte postale 109, Bruxelles 21, 1210 Bruxelles.



Ministerie van het Brussels
Hoofdstedelijk Gewest
Administratie van Financiën
Gewestbelasting 1999

TE VERMELDEN BIJ
ELKE
BRIEFWISSELING



REFERENTIENUMMER

TERUG TE STUREN VOOR

Model A

BEBOUWDE EIGENDOM WAARVOOR DE BELASTING VERSCHULDIGD IS	
NAAM EN ADRES VAN DE BELASTINGPLICHTIGE	

Telefoon:

AANGIFTE

Gewestelijke belasting ten laste van de eigenaar of houder van een zakelijk recht op een bebouwde eigendom die niet voor eerste of tweede verblijfplaats bestemd is - Ordonnantie van 23/07/1992 zoals gewijzigd door de ordonnanties van 17/07/1997 en 20/05/1998 (BS van 01/08/1992, 10/09/1997 en 12/08/1998) - ART. 3, 1, C

Elke eigenaar, of elke houder van een zakelijk recht op een bebouwd onroerend goed, of een gedeelte ervan, gelegen op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, dat niet bestemd is voor eerste of tweede verblijfplaats is gehouden een aangifteformulier in te dienen. U dient dit formulier, behoorlijk ingevuld en ondertekend, terug te zenden, binnen dertig dagen na zijn verzending (zie artt. 3, § 1, c en 10 op achterzijde).

Niet belastbaar:

De bebouwde onroerende goederen, of gedeelten ervan, bestemd voor eerste of tweede verblijfplaats vallen buiten de belasting bedoeld in art. 3, § 1, c.

Wat betreft de oppervlakten bestemd voor ambachtelijke of industriële activiteiten komen de eerste 2 500 m² niet in aanmerking voor de berekening van de belasting. Voor oppervlakten bestemd voor andere activiteiten komen de eerste 300 m² niet in aanmerking (voor de berekening zie art. 8 op achterzijde)

Vrijstellingen:

U vindt de volledige lijst van de vrijstellingen in art. 4, § 3, hernomen op de achterzijde van dit formulier.

Sancties:

Indien u dit formulier niet teruggezonden heeft op hogervermelde datum, zullen wij u ambtshalve belasten op basis van de elementen in ons bezit (zie art. 14 op achterzijde). Gelieve ook rekening te houden met een mogelijke verhoging met 10 % van de door u verschuldigde belasting indien u ons verkeerde of onvolledige inlichtingen verstrekkt of weigert informatie te verschaffen (zie art. 15 op achterzijde).

Inlichtingen:

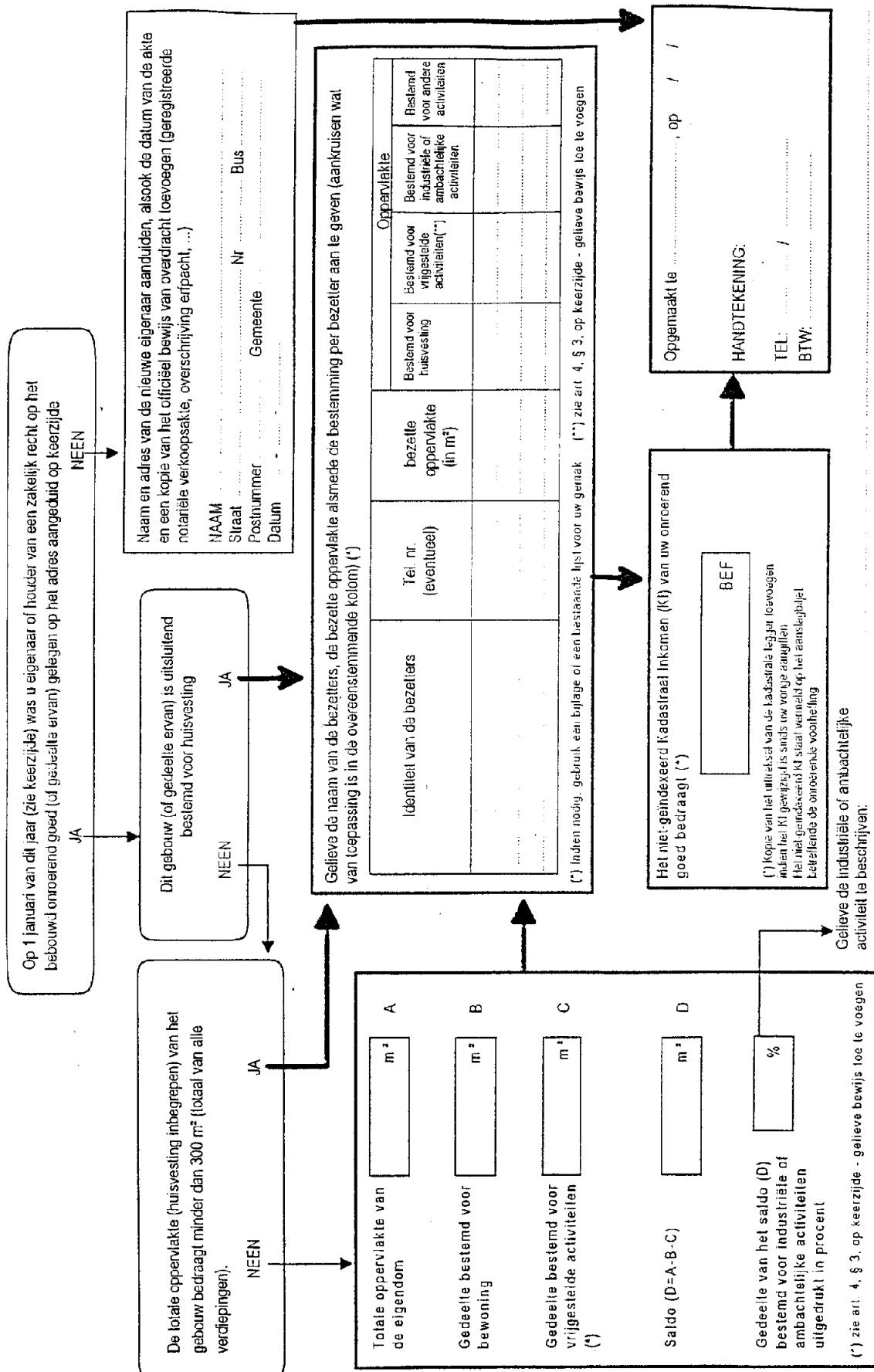
Voor nadere inlichtingen kan u terecht bij onze diensten op het bovenvermeld telefoonnummer van 9u tot 12u en van 14u tot 16u of aan onze loketten in het C.C.N.-gebouw, Vooruitgangstraat 80, 1030 Brussel, van 9u tot 11u30, na voorafgaandijke afspraak. Gelieve elke briefwisseling te sturen naar het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, postbus 109, Brussel 21, 1210 Brussel, met vermelding van het bovenstaand referentienummer.

Indien u geen eigenaar meer bent van het hogervermeld goed of indien u meent deze belasting niet verschuldigd te zijn, vul dan toch dit formulier correct in en stuur het ons terug.

Hoogachtend,

J.P. Hagon,
Afgevaardigd ambtenaar

BEPAALEN VOESTAND DOOR JA OF NEEN TE OMKADEREN EN VOLGENDE PIJLEN



Artikel 2. Vanaf het belastingjaar 1993 wordt een jaarlijkse belasting geheven ten laste van de bezitters van bebouwde eigendommen, gelegen op het grondgebied van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, en van houders van een zakelijk recht op onroerende eigendommen die niet voor bewoning bestemd zijn. Deze belasting is verschuldigd op basis van de bestaande toestand op 1 januari van het belastingjaar.

Artikel 3. § 1. c). De belasting is verschuldigd door de volle eigenaar of, bij gebreke aan een volle eigenaar, door de erfpachter, de vruchtgebruiker of de houder van een recht van gebruik van een bebouwde eigendom of een gedeelte ervan, gelegen op het grondgebied van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, die niet bestemd is voor bewoning.

Artikel 8. § 1. De belasting verschuldigd door de belastingplichtigen bedoeld in artikel 3, § 1, c), is vastgesteld, per bebouwde eigendom, op 200 BEF per vierkante meter vloeroppervlakte boven de eerste 300 vierkante meter of, als het gaat om oppervlakten die bestemd zijn voor industriële of ambachtelijke activiteiten, boven de eerste 2500 vierkante meter (ord. 20.05.98), zonder dat ze een bedrag overeenstemmend met 14 % van het kadastraal inkomen van de oppervlakte van de volledige eigendom of een gedeelte ervan, onderworpen aan de belasting, mag overschrijden.

Artikel 8. § 2. Voor de vastelling van de in § 1 hierboven bedoelde oppervlakten, dienen verstaan de oppervlakten van de vloeren gemeten zonder aftrek van de oppervlakten van de binnenmuren en doorgangen; die oppervlakten worden beperkt tot het vlakke deel van de gevelmuren en het midden van de gemeenschappelijke muren.

Artikel 10. Het Gewest zendt de in artikel 3, § 1, c), bedoelde belastingplichtigen een aangifteformulier waarvan het model door de Executieve vastgesteld wordt.

De belastingplichtigen dienen dit formulier behoorlijk ingevuld en ondertekend terug te zenden, binnen dertig dagen na zijn verzending.

Artikel 14. § 1. Wanneer de belastingplichtige zijn aangifte bedoeld in artikel 10 niet binnen de termijnen heeft ingediend, of de verplichtingen hem opgelegd door deze ordonnantie of in uitvoering ervan niet heeft nageleefd, gaan de ambtenaren die belast zijn met de inontvangstname en het nazicht van de aangiften en met de invordering en de inning van de belasting, ambtshalve over tot de heffing van de door de belastingplichtige verschuldigde belasting op grond van de elementen waar-

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 janvier 1999, modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 janvier 1995 déterminant les modèles de la formule de déclaration à la taxe régionale à charge des titulaires de droits réels sur certains immeubles.

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

J. CHABERT

over ze beschikken.

Artikel 15. De belastingplichtigen zijn ertoe gehouden om, mondeling of schriftelijk, op verzoek van de ambtenaren die belast zijn met de inontvangstname en het nazicht van de aangiften en met de invordering en de inning van de belasting, alle inlichtingen te verschaffen die hen worden gevraagd ten einde de precieze inning van de belasting te hunnen laste of ten laste van derden, te kunnen verifiëren.

Iedere weigering om inlichtingen te verschaffen en iedere verkeerde of onvolledige inlichting hebben een verhoging met 10 % van de verschuldigde belasting tot gevolg.

VRIJSTELLINGEN :

Artikel 4. § 3. De belasting, bedoeld in artikel 8, is niet verschuldigd voor de gebouwen of gedeelten ervan :

1° die dienen voor de onderwijsinstellingen georganiseerd of betoelaagd door de overheid;

2° die dienen voor erediensten of betrokken worden door religieuze gemeenschappen waarvan de godsdienst als zodanig door de Staat erkend is, of dienen als vrijzinnige huizen;

3° die dienen voor ziekenhuizen, klinieken, dispensaria, weldadigheidsinstellingen en activiteiten van sociale hulp en gezondheidszorg, bestuurd door personen betoelaagd of erkend door de overheid, voor zover zij hun activiteit zonder winstoogmerk uitoefenen;

4° die dienen voor culturele of sportieve activiteiten, betoelaagd of erkend door de overheid, voor zover deze activiteit zonder winstoogmerk uitgeoefend wordt;

5° die dienen voor openbare of privé-inrichtingen zonder winstoogmerk, die tot doel hebben ofwel een gemeenschappelijke huisvesting te verlenen aan wezen, bejaarden, gehandicapte personen of jongeren, ofwel kinderoppas te organiseren en erkend zijn door "Kind en Gezin" of "T'Office de la Naissance et de l'Enfance".

Artikel 4. § 4. De hierboven vermelde vrijstellingen worden ambtshalve toegekend.

De tekst van de ordonnantie van 23 juli 1992 betreffende de gewestelijke belasting zoals gewijzigd door de ordonnanties van 17 juli 1997 en van 20 mei 1998 (Belgisch Staatsblad van 1 augustus 1992, 10 september 1997 en 12 augustus 1998), kan op aanvraag verkregen worden bij het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, postbus 109, Brussel 21, 1210 Brussel.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 januari 1999 tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 januari 1995 tot vaststelling van de modellen van het aangifteformulier betreffende de gewestbelasting ten laste van de houders van een zakelijk recht op sommige onroerende goederen.

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot wiens bevoegdheden de Financiën behoren,

J. CHABERT